



Suivi de la situation humanitaire

Province du Sud-Kivu, République démocratique du Congo

Aperçu de la situation
avril - juin 2021

Contexte

L'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) est caractérisé par une situation humanitaire complexe du fait de la présence de nombreux groupes armés dans la province, de tensions intercommunautaires, d'épidémies, de catastrophes naturelles et d'une pauvreté chronique. Des évaluations ponctuelles ne suffisent pas à identifier toutes les crises et leurs impacts sur les communautés sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, l'accès aux populations affectées est souvent limité par la situation sécuritaire, le mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information dans ces zones, REACH a mis sur pied un suivi mensuel de la situation humanitaire au Nord-Kivu, Sud-Kivu et au Tanganyika. Ce suivi a pour objectif de collecter des informations sur des localités accessibles, difficiles ou hors d'accès afin de fournir un aperçu mensuel de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones de santé (ZS) les plus affectées de ces provinces et de l'évolution dans le temps de ces besoins. Les fiches d'information mensuelles et les aperçus de la situation trimestrielle liés à ce projet sont disponibles sur le [Centre de Ressources de REACH](#).

Méthodologie

◦ La méthodologie de collecte de données de REACH pour ce projet est celle dite "Zone de Connaissance". Elle a pour objectif de produire des informations actualisées sur les besoins humanitaires dans l'ensemble d'une province, y compris dans les zones difficiles d'accès. Les données sont collectées au niveau des localités à travers des entretiens par téléphone¹ avec des informateurs clés (IC), sélectionnés pour leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée de ces localités.

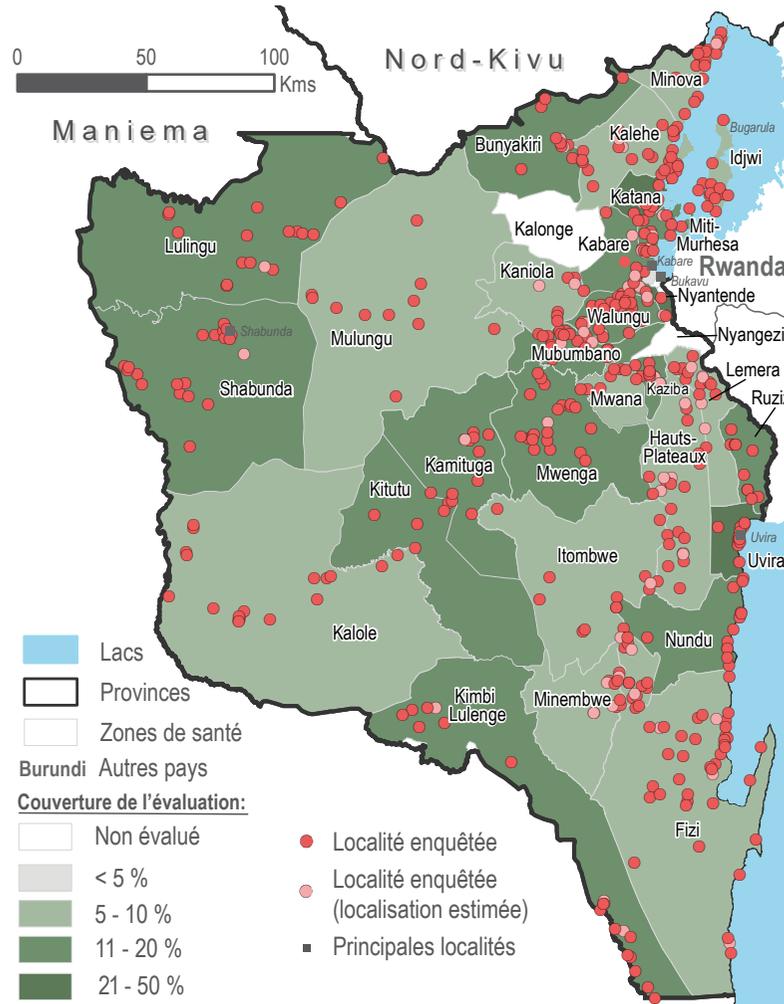
◦ Lorsque plusieurs IC sont interrogés à propos d'une même localité, leurs réponses sont agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. Les résultats sont agrégés au niveau de la ZS et de la province.

◦ Les résultats rapportés à l'échelle de la ZS se basent uniquement sur les localités situées dans les ZS où au moins 5% des localités répertoriées dans la ZS ont été évaluées (seuil de couverture d'une ZS)². Les résultats rapportés à l'échelle de la province se basent sur l'ensemble des localités évaluées dans la province, y compris celles dans les ZS où le seuil de couverture n'a pas été atteint.

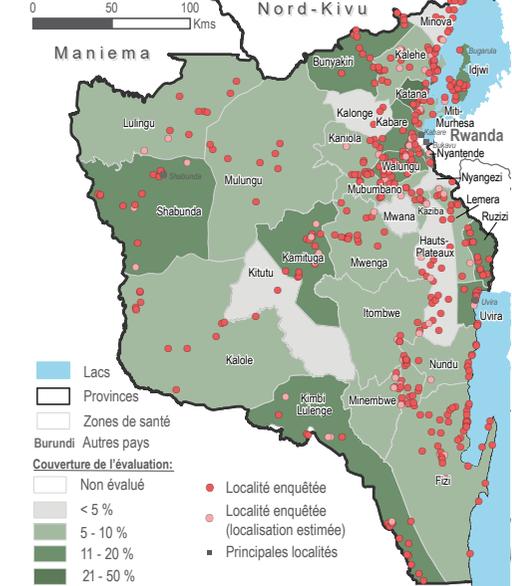
◦ Il est cependant possible que les tendances observées soient dans certains cas tout de même liées au changement d'échantillon. **Les résultats présentés ici doivent être considérés comme indicatifs seulement.** Sauf indications contraires, les résultats présentés dans cet aperçu datent de juin 2021.

Couverture géographique

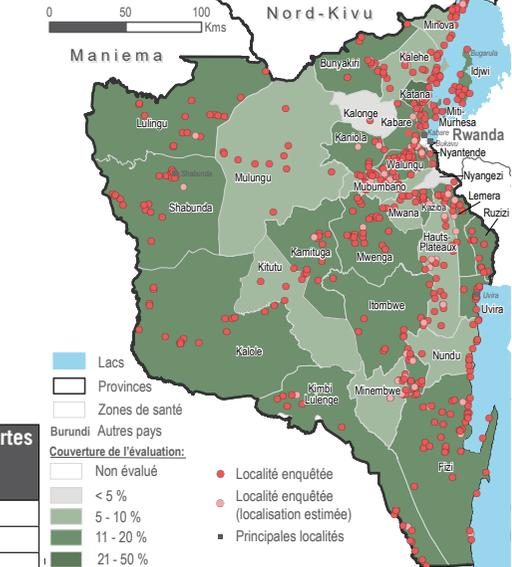
Juin



Avril



Mai



Mois	Enquêtes ⁴	Localités évaluées dans l'ensemble de la province	Localités évaluées pour les ZS couvertes ≥ 5%	0% < ZS enquêtée < 5%	ZS couvertes ≥ 5%
Avril	788	426	383	9/34	25/34
Mai	949	496	493	5/34	29/34
Juin	1049	494	492	5/34	29/34

Résultats clés



Déplacements et mouvements de population : L'arrivée de personnes déplacées internes (PDI) au cours du mois précédant la collecte de données a été signalée par les IC dans 13% des localités évaluées en juin, sans différence notable sur la période évaluée (avril-juin). Au cours de la période couverte, des conflits persistaient dans la région des hauts-plateaux, mais également dans les territoires d'Uvira, de Mwenga et de Fizi ainsi que dans les territoires de Walungu et de Kalehe. **Les raisons principales données pour expliquer la présence de PDI au cours du mois de juin étaient la violence par les groupes armés dans leur localité d'origine (78% (299/383) des localités évaluées) et l'éruption volcanique du Nyiragongo du 22 mai (8%, 32/383).** Ce premier trimestre était aussi caractérisé par des mouvements de retour importants ayant eu lieu au cours du mois précédent, comme rapportés par les IC dans 39% des localités évaluées en juin, restant stables sur la période. Dans près de trois localités évaluées sur quatre où des retournés étaient signalés (77%, 117/152), la majorité de ces retours seraient permanents.



Sécurité alimentaire : Dans presque toutes les localités évaluées en juin (97%), les IC ont rapporté que la faim restait modérée et que des stratégies étaient possibles pour y faire face, bien que la nourriture soit de loin le premier besoin prioritaire cité en juin (98% des localités évaluées). Dans 26% des localités évaluées, il y avait un non-consensus concernant les causes de l'insécurité alimentaire, démontrant la diversité des facteurs pouvant être aussi bien structurels (manque de moyens) que conjoncturels (insécurité). En cas d'accès insuffisant à la nourriture, la diminution du nombre de repas par jour (rapportée dans 98% des localités évaluées), suivie de l'emprunt d'argent ou de nourriture (64%) et de la consommation de semences (18%) étaient les stratégies les plus rapportées par les IC en juin.



Santé : La santé était le second besoin prioritaire rapporté en juin dans un cinquième des localités évaluées (22%, 110/494). Dans la province du Sud-Kivu, l'accès physique aux structures de santé semblait relativement bon, inférieur à 45 minutes de marche pour la majorité de la population selon les IC de 80% des localités évaluées en juin. Dans 89% des localités évaluées, la population se rendait dans des structures de santé (centre de santé, clinique et hôpital) pour recevoir des soins selon les IC.



Eau, hygiène et assainissement : En juin, dans 34% des localités évaluées, la majorité de la population n'avait accès qu'à de l'eau de surface à distance de marche, eau nécessitant d'être traitée afin de pouvoir être propre à la consommation. De plus, dans 25% des localités évaluées, la principale source d'eau de boisson était une source non-améliorée contre une source améliorée dans seulement 23% des localités évaluées. Même si dans 63% des localités évaluées, les IC ont estimé qu'il fallait moins de 45 minutes pour atteindre, attendre et revenir de la principale source d'eau utilisée, **les longs temps d'attente à la source (78% des localités évaluées en juin) et le manque de récipients (63%) étaient cités comme les plus grands obstacles pour l'accès à l'eau.** De plus, **le lavage des mains se faisait exclusivement avec de l'eau dans 55% des localités évaluées. L'usage de latrines n'était pas systématique**, celles-ci étant utilisées par une minorité de la population dans près de quatre localités évaluées sur dix (38%).



Abris : Dans la majorité (46%) des localités évaluées en juin, les IC ont indiqué que l'abri d'urgence était le type d'abri le plus utilisé par la communauté non déplacée. Des abris détruits ou partiellement détruits ont été rapportés dans plus de la moitié des localités évaluées (58%), sans changement sur le trimestre. Les abris d'urgences ont été rapportés comme les principaux types d'abris des PDI et/ou retournés (55%).



Education : L'accès à des écoles primaires fonctionnelles était relativement bon, puisqu'au moins une école primaire fonctionnelle se trouvait à moins d'une heure de marche de 62% des localités couvertes en juin, pourcentage relativement similaire pour les écoles secondaires (56%). **Pour expliquer la non scolarisation au primaire, les IC ont rapporté le manque de moyens pour payer le matériel scolaire, suivi des frais de scolarité, sans grandes distinctions entre filles et garçons.** Cependant, **la fermeture des écoles aurait entraîné une substitution des activités de certains enfants (filles comme garçons) en âge d'aller au primaire (6-11 ans), qui seraient à présent engagés dans des activités économiques (respectivement 31% et 36% d'après les IC enseignants).**



Protection : Dans 18% des localités évaluées en juin, les IC ont indiqué que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité, en légère baisse depuis avril (28%). **Le sentiment d'insécurité était plus prononcé dans la région des hauts-plateaux.** Les ZS de Hauts-Plateaux (48%, 13/27), de Minembwe (42%, 5/12) et d'Itombwe (41%, 9/22) représentaient les ZS où le sentiment d'insécurité ressortait le plus souvent. Des incidents au cours desquels des civils ont été tués ou gravement blessés se seraient déroulés au cours du mois précédent dans 13% des localités évaluées en juin, en particulier dans des ZS de la région des Hauts-Plateaux (ZS d'Itombwe : 27%, 6/22 ; ZS de Hauts-Plateaux (26%, 7/27) et ZS de Nundu (21%, 3/14). **Les violences sexuelles représentaient la première cause d'inquiétude tant pour les femmes (dans 48% des localités évaluées) que pour les filles (42%) selon les IC, en particulier dans la région des hauts-plateaux.** A l'inverse, **la première cause d'inquiétude chez les hommes majeurs et mineurs ne faisait pas consensus**, alors qu'aucune source d'inquiétude était citée en second lieu pour ces deux groupes, soulignant le caractère tabou que peuvent avoir dans la communauté les problématiques liées à la protection des hommes et des garçons. **Les meurtres (15%) étaient la principale cause d'inquiétude faisant consensus chez les hommes, tandis que les enlèvements ou tentatives d'enlèvement étaient la principale cause d'inquiétude faisant consensus chez les garçons (16%).**

Dynamiques de crises et mouvements de population

Au cours du deuxième trimestre 2021, les conflits dans la province du Sud-Kivu persistaient, notamment les violences par les groupes armés et des tensions intercommunautaires dans la région des hauts-plateaux. Des alertes EHtools étaient notamment recensées dans les territoires d'Uvira, de Mwenga, et de Fizi ainsi que dans les territoires de Kalehe et de Walungu³. Les incidents sécuritaires (conflits fonciers, conflits intercommunautaires et attaques/affrontements armés) et aléas naturels ont contribué à alimenter les déplacements de populations

Carte des principales crises ayant mené à des déplacements entre avril et juin dans la province Sud-Kivu :



internes comme externes à la province et des personnes déplacées internes (PDI) et/ou retournées étaient signalées par les IC dans 78% des localités évaluées en juin.

L'éruption volcanique du Nyiragongo du 22 mai⁴ et l'ordre d'évacuation du gouverneur qui a suivi le 17 mai^{5, 6} ont en effet entraîné le déplacement d'environ 450 000 personnes du Nord-Kivu au Sud-Kivu, en particulier dans les ZS de Minova (territoire de Kalehe) et de Bukavu-ville (territoire de Kabare)⁷. Ces déplacements ont également été recensés par les alertes EHtools, qui rapportaient que « des milliers de personnes » étaient arrivées dans le territoire de Kabare et dans le territoire de Kalehe, à Minova⁸.

La présence spécifique de PDI au cours du mois précédent a été rapportée par les IC dans 80% des localités évaluées en juin, stable sur la période. Elle a été signalée dans 100% des localités évaluées de plusieurs ZS, notamment dans les territoires d'Uvira (ZS des Hauts-Plateaux, 27/27), de Fizi (ZS de Minembwe, 12/12 et ZS de Nundu, 14/14) ainsi que dans le territoire de Kalehe (ZS de Kalehe, 26/26)⁹.

Principales zones d'origines des PDI

Les épisodes de conflits récurrents au sein de la province et les déplacements de population qu'ils engendrent étaient apparents tout au long du trimestre. Sur l'ensemble du trimestre, les lieux d'origine des PDI les plus rapportés (quelle que soit leur date d'arrivée) – tels que présentés dans le tableau 2 ci-dessous – étaient notamment situés dans la région des hauts-plateaux, en particulier dans la ZS de Hauts Plateaux (territoire d'Uvira) et dans la ZS d'Itombwe (territoire de Mwenga). En effet, la région des haut-plateaux est le théâtre d'affrontements entre acteurs armés⁹ et le rapport mensuel de déplacements de Mercy Corps identifiait en avril des combats armés dans le territoire d'Uvira, (région des hauts-plateaux), ayant entraîné un mouvement de population dans la zone¹⁰. De plus, suite à des attaques dans des villages sur l'axe de Minembwe – Mikenge au mois de juin, le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA) a notamment rapporté une détérioration de la sécurité dans la ZS des Hauts-Plateaux¹¹. Une alerte EHtools recensait également des PDI originaires de la ZS des Hauts-Plateaux s'étant réfugié dans la ZS de Lamera (territoire d'Uvira) suite à des affrontements entre groupes armés entre fin avril et début juin¹². Selon 96% (24/25) des IC consultés dans la ZS de Hauts-Plateaux, les PDI présentes dans la ZS étaient originaires de cette dernière, tout comme la présence de PDI originaires d'Itombwe était principalement identifiée au sein de cette dernière ZS (67% 12/18). Cependant, les mouvements entre les ZS de la région semblaient également fluides car la présence de PDI en provenance d'autres ZS limitrophes à la ZS des Hauts-Plateaux a également été répertoriée, notamment en provenance d'Uvira (86%, 12/14), de Kaziba (80%, 4/5) et de Lamera (73%, 8/11). Ceci est également valable pour des PDI en provenance de ZS limitrophes à Itombwe, notamment de Minembwe (70%, 7/10), de Nundu (64%, 9/14) et de Kitutu (60%, 3/5). De plus, suite aux attaques contre des civils dans la chefferie d'Itombwe fin mai¹³, l'arrivée de nouvelles PDI a également entraîné des mouvements de population au sein du territoire de Mwenga.

Des tensions subsistent également dans la région de Kalehe, pouvant expliquer les déplacements de populations dans la ZS de Bunyakiri, recensée dans le top 3 des ZS d'origine des PDI en avril et mai. Les IC ont rapporté que les PDI étant originaires de la ZS de Bunyakiri étaient principalement présents dans des ZS du territoire de Kalehe (ZS de Kalehe : 62%, 16/26 ; ZS de Bunyakiri : 57%, 8/14 et ZS de Minova : 43%, 8/21). En avril, des déplacements avaient notamment été répertoriés dans les ZS de Kalehe et de Bunyakiri, où la population de certains villages avait été contrainte de se déplacer dans les localités voisines¹⁴.

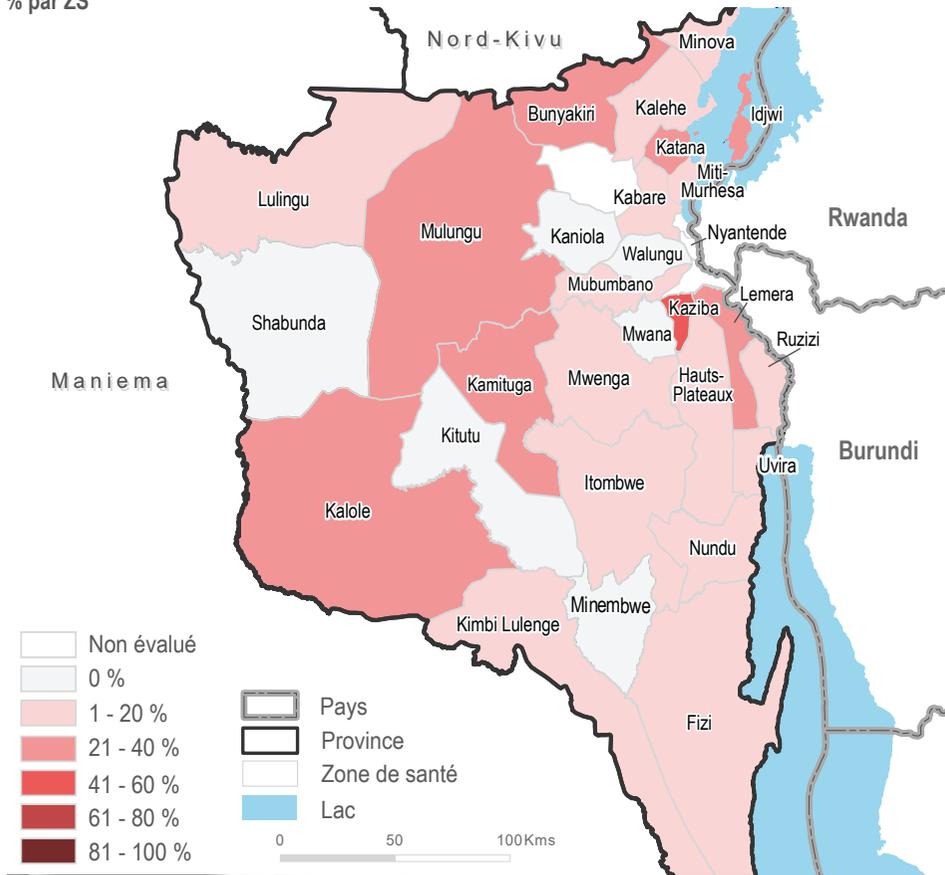
Par ailleurs, les flux de populations inter-provinces caractérisaient aussi les mouvements de déplacements au Sud-Kivu. Les rapports mensuels de déplacements de Mercy Corps identifiaient en effet en avril et mai des déplacements de populations depuis le territoire de Kalehe, dans le groupement de Mubuku (se trouvant entre les

ZS de Kalehe et de Bunyakiri), vers le Nord-Kivu^{15, 16}. **De plus, la ZS de Goma (territoire de Goma) de la province du Nord-Kivu était signalée par les IC comme étant l'une des principales ZS d'origine des PDI, lié à l'éruption volcanique et à l'ordre d'évacuation du gouverneur susmentionnés¹⁷.** En effet, les IC recensaient dans 76% (16/21) des localités évaluées de la ZS de Minova (territoire de Kalehe) des PDI originaires de Goma, ainsi que dans les ZS du territoire de Kabare limitrophes avec le lac Kivu (ZS de Miti-Murhesa: 100%, 9/9, ZS de Katana : 67%, 4/6 et ZS de Kabare : 60%, 3/5). Les ZS de Kadutu, d'Ibanda et de Bagira propre à la ville de Bukavu n'ont cependant pas été couvertes par cette évaluation ce trimestre.

TOP 3 des ZS d'origine des PDI, par ordre de fréquence de citation par les IC ayant rapporté des PDI et leurs origines (quelle que soit leur date d'arrivée), par mois :

	Avril	Mai	Juin
1	Hauts-Plateaux : 198% (137/772)	Hauts-Plateaux : 16% (148/920)	Hauts-Plateaux : 21% (233/1 108)
2	Itombwe : 15% (119/772)	Itombwe : 16% (144/920)	Goma : 13% (139/1 108)
3	Bunyakiri : 10% (74/772)	Bunyakiri : 9% (87/920)	Itombwe : 12% (135/1 108)

Dans 13% (51) des localités évaluées en juin, les IC ont rapporté l'arrivée de PDI au cours du mois précédent¹⁸ % par ZS



Lorsque la présence de PDI a été rapportée, les IC ont expliqué que la première raison pour laquelle les PDI étaient parties était liée à la violence des groupes armés dans leur localité d'origine (78%), indiquant de facto que l'insécurité est un facteur important à l'origine des déplacements de populations au Sud-Kivu. Par ailleurs, les données publiées sur EHtools¹⁹ et les rapports mensuels de déplacement de Mercy Corps^{20, 21} montrent que la plupart des déplacements sont la conséquence de conflits armés. La violence perpétrée par les groupes armés a été identifiée dans l'ensemble des localités évaluées de quatre ZS de la province (territoire de Walungu : Kaziba, 6/6 ; territoire de Fizi : Kimbi-Lulenge, 20/20 ; territoire d'Uvira : Lemera, 12/12 et territoire de Shabunda : Mulungu, 9/9). Vient ensuite l'éruption volcanique comme raison de départ des PDI, celle-ci étant rapportée dans 8% des localités couvertes en juin, et particulièrement recensée dans le territoire de Kalehe (ZS de Minova : 52%, 11/21) et dans le territoire de Kabare (ZS de Katana : 50%, 4/8 ; ZS de Miti-Murhesa : 27%, 3/11 et ZS de Kabare : 20%, 1/5). Ceci concorde avec les ZS d'arrivée des PDI ayant quitté Goma, citées auparavant²².

Arrivées récentes de PDI

L'arrivée de PDI au cours du mois précédent était indiquée par les IC dans 13% des localités évaluées en juin, stable par rapport à mai (18%) et en baisse depuis avril (30%). Comme présenté dans le tableau ci-dessous, la part des localités où les IC ont signalé l'arrivée de PDI au cours du mois précédent était particulièrement importante sur toute la période à Kaziba (territoire de Walungu), ainsi que Kamituga (territoire de Mwenga) et Katana (territoire de Kabare) en juin.

De plus, les déplacements en provenance de Goma/Nyiragongo ne se limitaient pas seulement à la province du Nord-Kivu. L'arrivée de personnes déplacées était recensée au Rwanda mais aussi dans la province Sud-Kivu, en particulier au sein de la ZS de Minova et de Bukavu-ville¹⁹. Ceci concorde en effet avec les résultats Sud-Kivu pour le mois de juin, où les PDI en provenance de Goma ont été particulièrement répertoriées au Sud-Kivu dans les ZS d'Idjiwi (100%, 7/7), de Miti-Murhesa (100%, 9/9) et de Minova (76%, 16/21).

TOP 3 des ZS par % des localités évaluées où les IC ont rapporté que des PDI étaient arrivées dans leur localité au cours du mois précédent, par mois :

	Avril	Mai	Juin
1	Kaziba 100% (3/3)	Bunyakiri 50% (5/10)	Kaziba 50% (3/6)
2	Kabare 67% (2/3)	Minova 40% (6/15)	Kamituga 38% (3/8) Katana 38% (3/8)
3	Kalehe 56% (16/30)	Kaziba 33% (2/6) Idjiwi 33% (1/3)	Kalole 25% (2/8) Idjiwi 25% (2/8) Lemera 25% (2/8)

Principales zones de départ des PDI

Les mouvements de population étaient récurrents tout au long du trimestre. Dans 54% des localités évaluées en juin, les IC ont signalé le départ d'un nombre important de membres de la communauté hôte au cours du mois précédent, stable sur la période. **Ces départs étaient répertoriés dans des ZS différentes au cours du trimestre,** comme montré dans le tableau ci-dessous. Aucune zone de départ n'apparaît plus d'une fois dans le TOP 3 des ZS sur l'ensemble du trimestre, montrant que les flux de population ne se limitent pas à quelques ZS et illustrant la volatilité du contexte. En juin, les départs, étaient particulièrement répertoriés dans le territoire de Shabunda, dans les ZS de Lulingu (85%, 11/13) et de Mulungu (82%, 9/11), ainsi que dans la ZS de Kaniola (78%, 7/9) (territoire de Kabare), limitrophe au territoire de Shabunda. En contraste, les zones de départ les plus répertoriées en avril se situaient

majoritairement dans le territoire de Kalehe (ZS Kalehe et de Bunyakiri), tandis qu'en mai elles appartenaient à des territoires distincts (ZS de Lemera : territoire d'Uvira ; ZS de Kitutu : territoire de Mwenga, ZS de Bunyakiri : territoire de Kelehe et ZS de Kimbi Lulenge : territoire de Fizi). En dehors de Lemera, Bunyakiri et Kalehe, il est intéressant de noter que les ZS de départ principales ne correspondent pas aux ZS où l'arrivée de PDI a été rapportée dans une proportion importante de localités et que les déplacements ne sont pas tous internes à la même ZS.

La principale raison mise en avant pour expliquer ces départs était la prévention face à une peur ou à une menace (39%), stable sur la période, suivie de raisons économiques (recherche de meilleures conditions de vie en général) (29%), en augmentation par rapport à mai (15%) et avril (17%). En juin, les déplacements préventifs paraissaient plus communs au sein du territoire de Fizi, dans les ZS de Minembwe (100%, 6/6) et de Kimbi-Lulenge (71%, 10/14) ainsi que dans le territoire de Mwenga, dans les ZS de Kitutu (67%, 2/3) et d'Itombwe (60%, 6/10). En revanche, les déplacements liés à des raisons économiques revenaient plus souvent dans le territoire de Kabare, dans les ZS de Kabare (80%, 4/5) et de Nyantende (67%, 2/3) ainsi que dans les ZS de Kaziba (67%, 2/3, territoire de Walungu) et ZS de Kalole (60%, 3/5, territoire de Shabunda).

TOP 3 des ZS par % des localités évaluées où les IC ont rapporté qu'un nombre important de membres de la communauté avait quitté la localité au cours du mois précédent, par mois :

	Avril		Mai		Juin	
	Zone de départ	Principale raison de départ	Zone de départ	Principale raison de départ	Zone de départ	Principale raison de départ
1	Nyantende 100% (3/3)	Déplacement préventif (peur/menace) 67%, 2/3	Lemera 88% (15/17)	Déplacement préventif (peur/menace) 60%, 9/15	Lulingu 85% (11/13)	Déplacement préventif (peur/menace) : 55% (6/11)
2	Kalehe 60% (18/30)	Déplacement préventif (peur/menace) 56%, 10/18	Kitutu 83% (5/6)	Déplacement préventif (peur/menace) 60%, 3/5	Mulungu 82% (9/11)	Raisons économiques (recherche de meilleures conditions de vie en général) : 44%, 4/9
3	Bunyakiri 60% (9/15) Kimbi Lulenge 60% (12/20)	Déplacement préventif (peur/menace) 67%, 6/9	Nundu 82% (9/11)	Déplacement préventif (peur/menace) 56%, 5/9	Kaniola 78% (7/9)	Déplacement préventif (peur/menace) : 57%, 4/9

Dynamiques de retour

La présence de personnes retournées, quelle que soit leur date d'arrivée, a été rapportée par les IC dans 31% (153/494) des localités évaluées en juin, en légère hausse sur la période (avril : 20%, 111/426). La présence de retournés a été rapportée dans les plus hautes proportions de localités évaluées dans les ZS de Mwenga (48%, 12/25), Kaziba 25% (3/12) et Nyantende (20%, 1/5). Les IC ont expliqué, dans 33% (50/152) des localités évaluées en juin, que les retournés étaient rentrés en raison de l'amélioration de la sécurité dans ces localités. Ces résultats sont en légère hausse par rapport à avril (23%, 20/87). Les difficultés des conditions de vie dans la localité de départ revenaient dans 30% (46/152) des localités évaluées ou des retournés étaient rapportés, demeurant stable sur la période. La dégradation de la sécurité dans la localité de départ n'était cependant que mentionnée dans 8%

des localités évaluées, dénotant une baisse par rapport à avril (20%, 17/87). En effet, une dégradation sécuritaire était notamment observée au mois d'avril, en particulier dans la région des hauts-plateaux, même si une relative accalmie était observée à la fin de ce même mois²³. La dégradation de la sécurité comme raison expliquant la présence de retournés était également recensée au sein de différentes ZS du territoire au mois de juin : ZS d'Uvira (50%, 2/4) (territoire d'Uvira), de Kaziba (33%, 1/3) (territoire de Walungu) et ZS de Mulungu (33%, 1/3) (territoire de Shabunda). Le rapport du secrétaire général de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) signalait également une recrudescence de la violence armée dans les territoires mentionnés ci-dessus²⁴.

Dans plus de trois localités évaluées sur quatre où la présence de retournés a été signalée (77%, (117/152)), les retournés sont rentrés dans leur localité d'origine pour y rester de façon permanente, d'après les IC. Il arrive dans certains cas que les retournés décident de revenir temporairement dans leur localité d'origine pour y cultiver, procéder à la récolte ou accéder à des services. Ceci a été rapporté dans 14% des localités évaluées en juin, en nette baisse par rapport à mai (42%) et avril (30%), et était particulièrement recensé dans les ZS de Kaziba (33%, 1/3), Hauts-Plateaux (27%, 3/11) et de Kimbi Lulenge (27%, 3/11). Cette nette baisse pourrait en partie s'expliquer par le début de la récolte saison B étant marqué par une production agricole inférieure à la normale en raison d'aléas naturels dont de fortes inondations au niveau du lac Tanganyika²⁵.

Des mouvements de retour importants ayant eu lieu au cours du mois précédent ont été rapportés en juin dans 39% (59/152) des localités évaluées, restant stables sur la période. Les informations disponibles concernant les retournés sont limités, aucune alerte publiée sur EHtools ne fait état de mouvements de retour, malgré les besoins de certains de ces groupes affectés par les conflits.

Des retours dans la ville de Goma au Nord-Kivu étaient cependant observés au mois de juin, consécutifs à l'annonce du gouverneur le 7 juin autorisant les populations à rentrer après l'éruption volcanique²⁶.

TOP 3 des ZS par % des localités évaluées où les IC ont rapporté des mouvements de retour importants dans leur localité au cours du mois précédent, par mois :

	Avril	Mai	Juin
1	Minembwe 75% (3/4) Nundu 75% (3/4)	Kalehe 67% (6/9) Nundu (67%) (2/3) Walungu 67% (2/3)	Uvira 75% (3/4)
2	Ruzizi 67% (2/3)	Bunyakiri 50% (3/6) Lemera 50% (2/4) Uvira 50% (2/4)	Mulungu 67% (2/3) Kaziba 67% (2/3)
3	Itombwe 50% (5/10) Kaniola 50% (2/4) Kimbi Lulenge 50% (2/4)	Hauts-Plateaux 40% (4/10)	Mubumbano 50% (2/4)

Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

Contexte général de la sécurité alimentaire au Sud-Kivu

La sécurité alimentaire demeure particulièrement inquiétante au Sud-Kivu. Le rapport d'analyse du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), publié en septembre 2020 estime que, sur base de projections pour la période allant de janvier à juin 2021, 22% de la population du Sud-Kivu serait en insécurité alimentaire aiguë

(Phase 3 et 4 de l'IPC)²⁷. Les territoires (ou villes) de Shabunda et Fizi seraient les plus touchés, avec respectivement 40% et 35% de personnes en situation d'insécurité alimentaire aigüe²⁸. Malgré l'occurrence de commerce informel aux frontières avec le Rwanda²⁹ et la réouverture de la frontière avec le Burundi le 1er juin 2021 à Kavimvira, reliant Uvira avec Bujumbura, la traversée de la frontière reste conditionnée à des restrictions sanitaires constituant des obstacles importants pour les voyageurs et petits commerçants³⁰. En effet, **les répercussions de la pandémie de la COVID-19 se faisaient encore ressentir en juin sur les revenus des ménages**³¹ et les niveaux d'emploi. La dépréciation du franc congolais³² avec un taux de change commençant à se stabiliser entre 1 980 et 2 015 franc congolais pour un dollar américain³³, a également un impact sur la baisse des importations perturbant la sécurité alimentaire dans la province, étant donné que la production locale de maïs et de manioc demeure inférieure aux besoins de la consommation locale^{34, 35}. Cette année, les récoltes de la saison A (maïs, haricots, arachides, riz) étaient en dessous des niveaux habituels³⁶ ce qui pourrait notamment s'expliquer par les restrictions sanitaires dues à la COVID-19, obligeant notamment les cas contacts à se confiner, et à l'insécurité dans la province, diminuant le taux de participation des ménages aux activités liées à l'agriculture³⁷.

Accès à la nourriture et situation de la faim

La nourriture était de loin le premier besoin prioritaire cité en juin : dans 98% des localités évaluées au Sud-Kivu, sans changement notable sur la période. La première réponse fournie par les IC pour expliquer le manque d'accès à la nourriture en juin ne faisait pas consensus (26% des localités évaluées), alors que les cultures ayant été détruites par des insectes, des animaux sauvages, la peste ou d'autres maladies des cultures revenait dans 19% des localités évaluées, sans variation notable par rapport aux mois précédents. Ceci souligne la plurifactorialité de l'insécurité alimentaire. La précarité alimentaire est également exacerbée par des facteurs conjoncturels. La pression démographique, incluant l'arrivée de PDI/retournés (15%), revenait en particulier dans les ZS de Minova (39%, 9/23), des Hauts-Plateaux (33%, 9/27) et de Kitutu (33%, 4/12). Cela était très probablement lié à l'éruption du Nyiragongo du 22 mai et les déplacements qui ont suivi, comme susmentionné.

L'insécurité limitait l'accès aux terres ou aux cours d'eau dans certains endroits de la province, cités dans 10% des localités évaluées en juin. Cet accès était particulièrement restreint dans les ZS de la région de hauts-plateaux (ZS de Minembwe : 58%, 7/12 ; d'Iombwe : 41%, 9/22 ; et des Hauts-Plateaux : 33%, 9/27).

Les stratégies d'adaptation et sources de nourriture

La diversification alimentaire est très limitée au Sud-Kivu. Les aliments régulièrement consommés par une majorité de la population dans les localités évaluées en juin étaient tous le fruit de la culture des terres, et incluaient principalement les céréales et tubercules (100%), les légumes et feuilles (88%) et les oléagineux (72%), sans nette variation entre avril et juin³⁸. En outre, la consommation régulière de viandes, œufs et poissons (4%), et de fruits (12%) était très faible, pouvant entraîner le développement de carences nutritionnelles au sein de la population.

Selon les IC de toutes les localités couvertes en juin, le niveau de sévérité de la faim restait modéré et des stratégies étaient possibles pour réduire les difficultés d'accès à la nourriture. Selon le Cluster Sécurité Alimentaire, le territoire de Shabunda, serait en revanche particulièrement affecté par l'insécurité alimentaire due au conflit dans la région et aux mouvements de population, ce qui confirme les résultats du rapport d'analyse de l'IPC, publié en septembre 2020^{39, 40}.

Une des stratégies les plus rapportées pour faire face au manque de nourriture dans les localités évaluées en juin était de diminuer le nombre de repas par jour ou la quantité de nourriture par repas (98%). La diminution du nombre de repas ou de la quantité de nourriture par repas pourrait augmenter les cas de malnutrition. Pour certains IC, les communautés se tournaient également vers des stratégies de subsistance axées à court terme comme l'emprunt d'argent ou de nourriture (64%), accroissant leur vulnérabilité sur le long terme. La consommation de semences

– indicateur très préoccupant probablement lié à une production agricole inférieure à la normale de la saison B – était une stratégie rapportée dans 18% des localités évaluées en juin⁴¹. Le recours à cette stratégie apparaissait plus fréquent dans le territoire de Kabare (ZS de Katana (42%, 5/12) et de Nyantende (40%, 2/5)), le territoire de Walungu (ZS de Kaziba (33%, 4/12) et de Walungu (32%, 9/28) ainsi que dans la ZS Kalole (36%, 3/12) (territoire de Shabunda).

3 stratégies d'adaptation les plus souvent utilisées par la population pour faire face au manque de nourriture au cours du mois précédent, en % de localités évaluées en juin³⁸ :

Diminution du nombre de repas par jour/les quantités	98% (486)	
Emprunt d'argent pour achat de nourriture	64% (318)	
Cueillette de nourriture sauvage	6% (30)	

Les sources de nourriture de la majorité de la population les plus rapportées étaient l'agriculture, la pêche et l'élevage de subsistance (dans 75% des localités évaluées), l'achat auprès de marchés et petits commerces (11%) et les petits travaux contre nourriture (2%). Les résultats ne varient pas sensiblement sur le trimestre.

Même si les habitudes alimentaires en termes de céréales n'ont pas changé sur la période, **le prix des céréales a augmenté selon les IC de 60% des localités évaluées, contribuant ainsi à renforcer le manque d'accès à la nourriture.** En contraste, les IC ont indiqué une baisse du prix des céréales dans seulement 1% des localités évaluées, alors qu'une stabilisation des prix de la farine de maïs, de manioc et du riz était rapportée pour la période avril-juin – avec pour référence les prix du marché de Bukavu dans la commune de Kadutu – dans le bulletin des prix de Famine Early Warning Systems in Network (FEWS Net) de juillet 2021⁴². Les arguments mis en avant pour expliquer une hausse du prix des céréales varient entre les localités évaluées. La première raison renvoyait en juin à l'arrêt ou la diminution de l'approvisionnement en céréales en provenance d'autres localités (45%, 132/296), avec des résultats similaires sur la période. Par ailleurs, dans le territoire de Shabunda⁴³ ou encore dans la ZS de Minembwe, l'acheminement difficile des produits, dû au mauvais état des routes, augmente les prix des céréales considérablement. L'insécurité impacte également négativement l'approvisionnement du marché de Minembwe car les villages aux alentours sont vides ce qui réduit la disponibilité des produits et des consommateurs^{44, 45}. La seconde raison donnée était l'arrivée de PDI dans la localité ayant entraîné une hausse de la demande de céréales sans toutefois que l'offre n'augmente (37%, 109/296). Ceci s'est accentué en juin par rapport à mai (25%, 54/219), très certainement en raison de l'éruption volcanique du Nyiragongo, augmentant la demande et de facto le prix des denrées alimentaires⁴⁶. Ceci était plus fréquemment recensé en juin dans les ZS de Nundu (71%, 5/7), de Katana (67%, 2/3), de Minova (67%, 12/18) et de Kalehe (60%, 12/20), les ZS de Minova et de Kalehe ayant notamment accueilli des personnes déplacées en raison de l'éruption volcanique^{47, 48}. La destruction des cultures locales par des insectes, maladies ou animaux sauvages était citée comme raison pour expliquer l'augmentation du prix des céréales dans 32% des localités évaluées, et ce dans différentes ZS de la province : ZS de Miti-Murhesa (86%, 6/7), de Katana (67%, 7/9) et de Lulingu (64%, 7/11).

Activités de subsistance et barrières à l'agriculture

Les principales activités de subsistance de la population des localités évaluées incluaient l'agriculture de subsistance (98%), le petit commerce (91%), le travail journalier (41%) suivi de l'exploitation minière (13%).

Au Sud-Kivu, l'accès à la terre est source de nombreux litiges et conflits fonciers, l'accapement des terres par une partie des élites réduisant l'offre de terre disponible pour la population⁴⁹. Cependant, selon les IC de 97% des localités évaluées, l'accès à la terre était disponible pour au moins la moitié de la population. Au sein de 79% des localités



où au moins la moitié de la population avait accès à la terre, la majorité de la population la cultivait. L'agriculture de subsistance semblait être le type d'agriculture privilégié dans 81% de ces localités, la majorité de la population cultivant leur terre pour leur propre consommation.

L'essentiel de l'activité économique du Sud-Kivu est porté par l'agriculture, constituant le premier moyen de subsistance des populations. L'agriculture se pratique le plus souvent sur de petites parcelles à l'aide de techniques et de matériels élémentaires⁵⁰. Au cours de leur quotidien, les personnes travaillant dans l'agriculture sont confrontées à de nombreuses barrières. Les obstacles les plus cités dans les localités évaluées étaient le manque de moyens de subsistance⁵¹ (88%), la destruction des champs par les insectes, animaux ou maladies (56%), suivie du problème de fertilité des sols (17%) et de l'insécurité (17%), sans changement notable sur la période. De manière générale, le manque de moyens de subsistance est un problème inhérent à l'ensemble de la province et a été notamment exacerbé par la pandémie de la COVID-19 et la perturbation du commerce mondial⁵². L'insécurité constituait une barrière pour l'agriculture, en particulier dans les ZS d'Itombwe (82%, 18/22), de Minembwe (67%, 8/12) et de Hauts-Plateaux (52%, 14/27). Elle s'explique en partie par la persistance des conflits dans la région des hauts-plateaux qui continuent d'affecter l'accès aux champs et par le pillage des récoltes ou du bétail.

🏥 Santé et nutrition

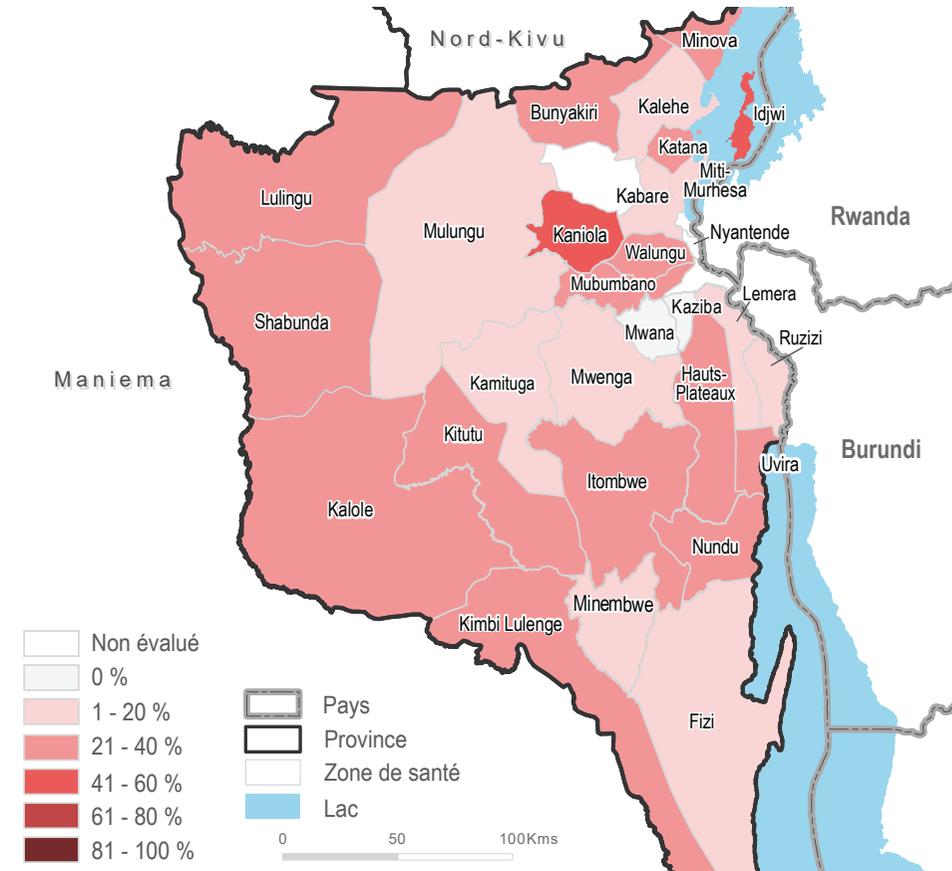
Accès aux structures de santé

La santé était le second besoin prioritaire le plus rapporté en juin dans des localités évaluées (22%, 110/494), sans grande différence en avril et mai. Selon les IC, la majorité de la population de 89% des localités évaluées se rendait dans des structures de santé (centre de santé, clinique et hôpital) pour recevoir des soins. Les types de structures de santé visitées étaient les centres de santé (85%), suivis des hôpitaux (27%) et des postes de santé (18%). En contraste, la majorité de la population restait chez elle et/ou se soignait elle-même dans 5% des localités évaluées en juin, principalement dans le territoire de Kabare, dans les ZS de Katana (36%, 4/11), de Kaniola (25%, 2/8), ainsi que dans le territoire de Fizi, dans la ZS de Nundu (23%, 3/13), et avait recours à la médecine traditionnelle dans 1% des localités évaluées.

Les IC ont estimé que le temps de marche séparant leur localité de la structure de santé la plus proche était supérieur à 45 minutes dans 20% des localités évaluées en juin, sans changement distinct sur le trimestre. Un temps de marche supérieur à 45 minutes était plus souvent rapporté par les IC dans les localités évaluées des ZS d'Idjwi (45%, 5/11), Kaniola (44%, 4/9) et de Nundu (36%, 5/14).

Par ailleurs, la population avait accès à un programme nutritionnel à distance de marche dans 43% (212/494) des localités évaluées, sans changement sur le trimestre. Le niveau d'accès n'est cependant pas uniforme dans la province, et des contrastes existent avec les niveaux d'insécurité alimentaire rapportés. Le territoire de Shabunda mérite une attention particulière, puisque la proportion de localités évaluées n'ayant pas accès à un programme nutritionnel y était particulièrement élevée (Lulingu 92% (12/13), Kalole 91% (10/11), Mulungu 91% (10/11) et Shabunda 83% (15/18)), tandis que selon les projections de l'IPC, la proportion des personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 ou +) serait la plus élevée de la province (40% de la population totale du territoire) pour la période février-juin 2021⁵³.

% de localités évaluées en juin lorsque le temps nécessaire estimé pour atteindre la structure de santé fonctionnelle la plus proche au cours du mois précédent est supérieur à 45 minutes selon les IC :



🚰 Eau, hygiène et assainissement

Accès à l'eau

L'accès à une eau potable au Sud-Kivu demeure un enjeu, et son manque d'accès constitue un terreau pour le développement et la propagation de maladies hydriques. Au mois de juin, les IC ont indiqué dans 34% des localités évaluées de la province que la majorité de la population n'avait pas accès à une source d'eau autre que l'eau de surface à distance de marche, sans différence par rapport aux mois précédents. Cela était plus recensé dans les ZS de Kalole (82%, 9/11), d'Uvira (68%, 13/19), de Mwana (64%, 7/11) et d'Itombwe (64%, 14/22). Les résultats portant sur la principale source d'eau de boisson utilisée par la population au Sud-Kivu n'ont pas vraiment varié sur le trimestre, même si les sources d'eau de boisson principales varient entre les localités évaluées. L'eau de surface était rapportée comme source d'eau de boisson dans la proportion la plus grande de localités évaluées (34%), devant les sources améliorées et les sources non améliorées⁵⁴. En effet, dans 17% des localités évaluées (86/494), la principale source d'eau utilisée ne faisait pas consensus et dans 25% des localités évaluées (124/426), la principale source d'eau de boisson était une source non-améliorée contre une source améliorée dans

seulement 23% des localités évaluées en juin (116/494).

% des localités évaluées par principal type de source d'eau rapportée par les IC pour la majorité de la population au cours du mois précédant la collecte de données de juin - TOP3 des ZS :

	Eau de surface	Source non-améliorée	Source améliorée
1	Kalole 82% (9/11)	Bunyakiri 59% (10/17)	Nyantende 60% (3/5)
2	Uvira 68% (13/19)	Mubumbano 48% (13/27)	Kaziba 58% (7/12)
3	Itombwe 64% (14/22)	Shabunda 44% (8/18)	Kalehe 46% (12/26)

En juin, les IC de 63% (312/494) des localités évaluées ont indiqué que la majorité de la population mettait moins de 45 minutes pour aller, attendre et revenir de la source d'eau, en légère baisse par rapport à mai (75%, 372/496). Parmi les principaux obstacles d'accès à l'eau, les IC ont identifié un nombre insuffisant de points d'eau et les longs temps d'attente aux points d'eau (dans 78% des localités évaluées), suivi du manque de récipients pour stocker l'eau (63%, 312/494) et la qualité de l'eau, considérée comme impropre (45%). Les indicateurs sont restés stables sur le trimestre, à l'exception du manque de récipients cité dans une plus grande proportion de localités évaluées en avril (75%, 320/426). En raison du manque de récipients, les familles doivent vraisemblablement multiplier les allers et retours vers les points d'eau, restreignant le temps qu'elles peuvent allouer aux autres activités du quotidien, y compris économiques. Ces questions de limites d'accès à l'eau ne se concentrent pas sur une zone spécifique, mais prévalent sur l'ensemble de la province. Le temps d'attente et le nombre insuffisant de points d'eau ont été cités dans au moins 75% des localités de 19 des 29 ZS couvertes, en particulier à Nyantende (100%, 5/5), Idjiwi (100%, 11/11) et Miti-Murhesa (94%, 15/16). De plus, les femmes et les filles souvent en charge d'aller collecter de l'eau peuvent être exposées à des violences (sexuelles) basées sur le genre (V(S)BG) lors des déplacements vers les points d'eau, notamment si ceux-ci sont éloignées de leur localité⁵⁵.

3 barrières principales à l'accès à l'eau au cours du mois précédent, en % de localités évaluées en juin⁵⁸ :

Nombre insuffisant de points d'eau/temps d'attente	78% (384)	
Manque de récipients pour stocker l'eau	63% (312)	
Qualité de l'eau considérée comme impropre	45% (224)	

Hygiène et assainissement

La question d'accès à des latrines et au savon est étroitement liée à des potentiels problèmes de contamination de l'eau et à la propagation de maladies hydriques. Il ressort dans un peu moins de quatre localités évaluées sur dix (38%, 190/494) que la majorité de la population n'utilisait pas de latrines, en légère baisse par rapport au mois d'avril (53%, 224/426). La non-utilisation de latrines apparaissait dans une plus grande proportion de localités évaluées dans la région des hauts-plateaux, dans les ZS de Hauts-Plateaux (74%, 20/27), de Minembwe (67%, 8/12) et d'Itombwe (64%, 14/22), relativement stable sur la période sauf pour Minembwe, en hausse depuis mai (33%, 4/12). Ces résultats concordent avec le rapport d'évaluation des besoins du Conseil norvégien pour les réfugiés qui identifiait en mai la non-utilisation des latrines comme une pratique courante dans la région des hauts-plateaux, notamment dans les ZS de Minembwe et d'Itombwe⁵⁶. La pratique de la défécation à l'air libre était expliquée dans 81% des localités évaluées par le manque d'installations sanitaires ou par un nombre trop important d'utilisateurs, avec des pourcentages relativement similaires dans les ZS mentionnées ci-dessus.

Le lavage des mains se faisait pour la majorité de la population exclusivement avec de l'eau dans 55% des localités évaluées, au détriment de l'eau avec du savon ou du chlore (11%), sans variation notable sur la période.

L'eau seule était la méthode la plus fréquemment utilisée dans la ZS de Itombwe (91%, 20/22), suivie de Kitutu (82%, 10/12) de Kaniola (78%, 7/9) et de Shabunda (78%, 7/9 ; 78%, 14/18).

Abris et articles ménagers essentiels (AME)

Dans près de la moitié (46%) des localités évaluées en juin, les IC ont indiqué que l'abri d'urgence était le type d'abri le plus utilisé par la communauté hôte. Des abris détruits ou partiellement détruits ont été rapportés en juin dans plus de la moitié des localités évaluées (58%), sans changement sur le trimestre, et en particulier dans les ZS de Kamituga (91%), de Mulungu (91%) et de Ruzizi (85%). Quand les IC avaient signalé la destruction d'abris, la principale raison donnée était liée aux intempéries (67%), ce qui était particulièrement le cas au sein des localités des ZS du territoire de Mwenga (ZS de Mwana : 100%, 4/4 et de Kitutu : 100%, 6/6) ainsi que dans la ZS de Lemera (100%, 9/9) (territoire d'Uvira). Le territoire d'Uvira était en effet particulièrement touché par de fortes inondations causées par le lac Tanganyika, ce qui pourrait expliquer les réponses données par les IC⁵⁷. Les abris d'urgences apparaissent comme les principaux types d'abris des PDI et/ou retournés (55%), suivis des abris améliorés (32%).

Les IC ont indiqué que les casseroles étaient les principaux AME indisponibles en juin dans (93%, 459/494) des localités évaluées suivies de la vaisselle/assiettes et des bidons dans respectivement 90% (443/494) et 81% (399/494) des localités évaluées. Viennent ensuite les couvertures et les nattes de couchage dans 72% et 66% des localités évaluées. À l'exception des moustiquaires et des seaux en hausse entre avril (17%, 73/426, et 23%, 100/426, respectivement) et juin (38%, 186/494 et 47%, 230/494, respectivement), la part des localités où chaque AME n'était pas disponible pour la majorité de la population est relativement stable d'un mois à l'autre.

Dans 58% (286) des localités évaluées en juin, les IC ont rapporté que des abris avaient été détruits ou partiellement détruits au cours du mois précédent. - % par ZS :

1. Kamituga	10/11 localités évaluées
2. Mulungu	10/11 localités évaluées
3. Ruzizi	11/13 localités évaluées

Education

Au moins une école primaire fonctionnelle se trouvait à moins d'une heure de marche de 62% des localités couvertes en juin, pourcentage relativement similaire pour les écoles secondaires (56%). La principale raison donnée pour expliquer l'absence d'école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche renvoyait à des dommages causés par un aléa naturel (dans 60% des localités susmentionnées). Par rapport à l'état des structures scolaires, les IC de 27% des localités évaluées ont expliqué que les cours au niveau du primaire se tenaient dans des bâtiments temporaires, non-durables ou endommagés.

Dans 27% des localités évaluées en juin, les IC ont mentionné qu'une grande majorité (entre 75% et 99%) des garçons âgés entre 6 et 11 ans fréquentaient les bancs de l'école, cette proportion étant légèrement moins importante pour les filles (22%). De manière générale, la fréquentation rapportée des filles était moins importante que celle des garçons, soulignant que les filles rencontrent davantage d'obstacles que leurs pairs dans l'accès à l'éducation. Pour expliquer la non scolarisation au primaire, les IC ont rapporté le manque de moyens pour payer le matériel scolaire, suivi des frais de scolarité, sans grandes distinctions entre filles et garçons⁵⁸. Bien que l'enseignement primaire soit censé être gratuit depuis septembre 2019, tous les enseignants ne sont pas encore mécanisés^{59, 60}, ce qui peut notamment mener à des grèves des enseignants pour cause de non paiement de leur



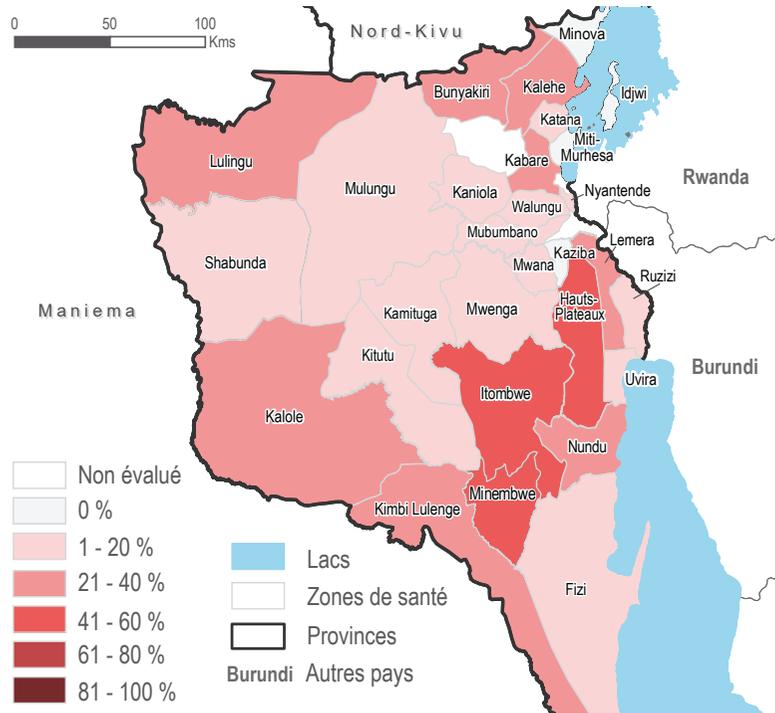
saire⁶¹. La rémunération des enseignants revient donc parfois aux parents, qui doivent s'affranchir de frais de scolarité pour pouvoir scolariser leurs enfants.

Avec la fermeture des écoles en raison de la COVID-19, les activités des enfants en âge d'aller au primaire se sont substituées. Si une partie substantielle des IC enseignants des localités évaluées ont rapporté l'engagement des enfants dans des activités économiques depuis la fermeture des écoles (respectivement 31% (11/35) pour les filles et 36% (12/33) pour les garçons), il est également signalé par 60% des IC enseignants tant pour les filles (21/35) que pour les garçons (20/33) qu'il y avait un manque de moyens suite aux effets des mesures contre la COVID-19. De plus, selon 58% (23/40) des IC enseignants ayant rapporté une baisse de la fréquentation scolaire des filles au secondaire, la raison donnée pour expliquer cette baisse était liée aux mariages d'enfants pendant la fermeture des écoles.

Protection

Sentiment d'insécurité

Dans 18% (88) des localités évaluées en juin, les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la majorité du temps au cours du mois précédent. - % par ZS :



Dans 18% des localités évaluées en juin, les IC ont indiqué que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité, en légère baisse depuis avril (28%). Le sentiment d'insécurité était plus prononcé dans la région des hauts-plateaux. Les ZS de Hauts-Plateaux (48%, 13/27), de Minembwe (42%, 5/12) et d'Itombwe (41%, 9/22) représentaient les ZS où le sentiment d'insécurité ressortait le plus souvent. Quatre alertes Ehtools

ont recensés des incidents sécuritaires importants dans la ZS des Haut-Plateaux et ses alentours sur la période couverte⁶². De plus, différents incidents de protection étaient rapportés dans les ZS des Hauts-Plateaux, d'Itombwe et de Minembwe au mois de juin avec un total de 36 violations et 16 incidents entre le 4 et le 11 juin⁶³. La proportion de localités évaluées où un sentiment d'insécurité a été rapporté a légèrement diminué entre mai et juin dans la ZS de Hauts-Plateaux (mai : 58%, 14/24 ; juin : 48%, 13/27), et considérablement diminué dans la ZS de Minembwe entre avril et juin (avril : 75%, 9/12 ; juin : 42% 5/12) et d'Itombwe (avril : 52%, 11/21 ; juin : 41%, 9/22). En effet, une accalmie serait observée dans la ZS de Minembwe et de ses environs suite aux pourparlers intercommunautaires initiés localement ainsi que dans le territoire de Kalehe, dans les moyens et hauts-plateaux, où des retours de personnes déplacées auraient été observés⁶⁴.

Plusieurs incidents au cours desquels des civils ont été tués ou gravement blessés se seraient déroulés au cours du mois précédent dans 13% des localités évaluées en juin en légère baisse depuis avril (24%). En lien avec le sentiment d'insécurité dans la région des hauts-plateaux, ces incidents étaient plus fréquemment mentionnés dans des ZS de la région des Hauts-Plateaux (ZS d'Itombwe : 27%, 6/22 ; ZS de Hauts-Plateaux (26%, 7/27) et ZS de Nundu (21%, 3/14) mais également dans d'autres ZS de la province (ZS de Lamera : 33%, 5/15 et ZS de Lulingu : 31%, 4/13). Les attaques armées et les combats représentaient le premier type d'incident cité par les IC de 77% (48/62) des localités évaluées où des civils ont été tués ou gravement blessés lors d'incidents, relativement stable sur la période. Ces incidents étaient toujours concentrés dans la région des hauts plateaux^{65, 66} mais aussi dans le territoire de Shabunda, en particulier dans les ZS de Kalole (100%, 3/3) et de Lulingu (100%, 4/4). Parmi ces dernières ZS, une alerte Ehtools recensait en juin des déplacements en provenance de la ZS de Kimbi-Lulengue dus à des affrontements armés⁶⁷. A titre de comparaison, Kivu Security Tracker⁶⁸ identifiait entre le 1er avril et le 30 juin 2021, 163 incidents dans la province — dont des affrontements (74), des morts violentes (44), et des kidnappings pour rançons (24) — essentiellement localisés sur le flanc Est de la province. Les accidents de la route venaient en second lieu (8%, 5/62).

Des pillages ou des attaques par des acteurs armés ont été rapportés dans 26% (127/494) des localités évaluées. Dans 76% (97/127) d'entre elles, les IC ont signalé que des maisons avaient été pillées⁶⁹, en baisse depuis avril (91%, 115/127). Ces cas de pillages se concentraient principalement dans la région des hauts-plateaux, précisément dans les ZS de Minembwe (67%, 8/12), de Lamera (53%, 8/15), de Hauts-Plateaux (52%, 14/27) et d'Itombwe (50%, 11/22).

Principales inquiétudes liées à la protection

Les violences sexuelles représentaient la première cause d'inquiétude pour les femmes (dans 48% des localités évaluées) et les filles (42% des localités évaluées) selon les IC en juin, restant stable sur la période couverte⁷⁰. Cette cause d'inquiétude a été rapportée dans des proportions de localités évaluées particulièrement élevées dans la région des hauts plateaux (ZS d'Itombwe (femmes : 86%, 19/22 ; filles : 86%, 19/22), de Minembwe (femmes : 75%, 9/12 ; filles : 75%, 9/12) et des Hauts-Plateaux (femmes : 81%, 22/27 ; filles : 74%, 20/27)). Parmi les violations des droits de l'homme relevées par le Bureau conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) au mois de juin, il y aurait eu une baisse de cas de violences sexuelles documentés liés au conflit par rapport au mois précédent⁷¹, même si le nombre de cas reste très préoccupant de manière générale au Sud-Kivu⁷². Malgré la prévalence des cas de violences sexuelles, les victimes de VBG n'avaient pas accès à des mécanismes de protection selon les IC de 24% des localités évaluées, en particulier dans la région des hauts-plateaux au sein des ZS de Itombwe (59%, 13/22), de Hauts-Plateaux (52%, 14/27) et de Minembwe (42%, 5/12). La seconde cause d'inquiétude citée pour les filles était le mariage précoce/forcé (dans 20% des localités évaluées, 101/494), stable sur la période, alors que la seconde cause d'inquiétude ne faisait pas consensus chez les femmes⁷⁰.



Par ailleurs, la fermeture des écoles a entraîné, selon les IC enseignants, une baisse de la scolarisation des garçons et des filles à cause de mariages et de la participation des enfants à des activités économiques.

La première cause d'inquiétude pour les hommes et les garçons ne faisait pas consensus au sein des localités, selon les IC. 'Aucune source d'inquiétude' était citée en second lieu à la fois pour les hommes et les garçons, soulignant le caractère tabou que peuvent avoir dans la communauté les problématiques de protection auxquelles font face les hommes et les garçons. Néanmoins, les meurtres (15%, 74/494) étaient la principale cause d'inquiétude faisant consensus chez les hommes, tandis que les enlèvements ou tentatives d'enlèvement étaient la principale cause d'inquiétude faisant consensus chez les garçons (16%, 77/494), selon les IC. Les arrestations arbitraires étaient rapportées comme source d'inquiétude pour les garçons et les hommes dans 6% (31/494) et 10% (47/494) des localités évaluées, respectivement, en légère hausse depuis avril (garçons : 1%, 4/426 et hommes : 3%, 14/426), sans tendance géographique claire observée entre les ZS.

La présence de mineurs non accompagnés était signalée dans plus de neuf localités évaluées sur dix sur la période (93%, 461/494). Ce problème semble être généralisé à l'échelle de la province ; en effet, les IC ont relevé dans au moins 82% des localités évaluées de 28 des 29 ZS couvertes la présence d'enfants non accompagnés.

Tensions intercommunautaires

Dans 21% des localités évaluées en juin, la présence de conflits intercommunautaires était rapportée, sans changement notable au cours du trimestre. Ceci était particulièrement le cas dans la région des hauts-plateaux dans les ZS de Hauts-Plateaux (48%, 13/27), d'Itombwe (41%, 9/22) et de Mwana (36%, 4/11). Les hauts-plateaux sont en effet le théâtre d'affrontements armés souvent perçus comme étant en partie ethniques. Le pillage de bétail constitue également un facteur de violence dans la région⁷³.



Redevabilité et communication

Principal 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} besoin prioritaire respectivement pour la majorité de la population au cours du mois précédent, en % de localités évaluées en juin :

1	2	3
Nourriture 98% (485/494)	NC 25% (122/494) Santé 22% (110/494)	NC 32% (158/494) Santé 20% (99/494)

Les besoins prioritaires rapportés sont restés similaires d'un mois à l'autre. La nourriture demeurait au deuxième trimestre 2021 le premier besoin prioritaire dans les localités évaluées de la province, suivie de la santé, plébiscitée à la fois comme second et troisième besoin prioritaire.

Sources d'information

Dans 76% des localités évaluées en juin au Sud-Kivu, **la radio était la principale source d'information pour la majorité de la population.** Les amis et la famille étaient les principaux pourvoyeurs d'information dans 42% des localités évaluées, alors que le deuxième pourvoyeur d'information ne faisait pas consensus (20%), suivi des chefs communautaires (16%). Dans 91% (448/494) des localités évaluées en juin, les informations sur l'accès à l'assistance humanitaire étaient rapportées comme étant le type d'information le plus pertinent pour la majorité de la population, suivie des informations sur le contexte sécuritaire bien que dans une moindre mesure (3%, 14/494).

Comités communautaires actifs

Dans 90% des localités évaluées en juin, les IC ont signalé des comités communautaires actifs⁷⁴. Les principaux types de comités communautaires étaient les comités de femmes (80%), les comités de développement (78%) et les comités agricoles (49%). **Cependant, dans 10% des localités évaluées où les comités communautaires étaient indiqués comme actifs, les IC ont rapporté qu'ils n'étaient pas accessibles aux PDI,** principalement dans les ZS d'Idjiwi (50%, 4/8), de Shabunda (38%, 3/8) et de Miti-Murhesa (36%, 4/11). De plus, même dans les localités évaluées où les comités communautaires étaient accessibles aux PDI, les IC de 11% de ces localités ont rapporté que les PDI n'y participaient pas, principalement dans les ZS de Miti-Murhesa (50%, 3/6), de Katana (33%, 1/3) et de Minova (29% (4/14).



Notes de fin

- 1 Afin de limiter les risques liés à la COVID-19, REACH a choisi de limiter la collecte de données à des enquêtes par téléphone. Une collecte de données sur le terrain est prévue dans le projet et sera mise en œuvre lorsque REACH considèrera que les risques peuvent être limités de façon acceptable
- 2 Le total des localités par ZS a été calculé au moyen de la [base de données opérationnelle commune des localités en RDC](#) diffusée sur la plateforme Humanitarian Data Exchange. Février 2017. Un seuil minimal de 5% à la base de données la plus complète pour chaque ZS a été appliqué. Sauf indication contraire (cartes et TOP 3 des ZS), les résultats sont présentés au niveau de la province.
- 3 Ehtools, registre des alertes recensées entre avril et juin : alerte n°3969 et n°3888 (territoire d'Uvira), alerte n°3962 (territoire de Mwenga), alerte n° 4021 et n°3971 (territoire de Fizi), alerte n°3884, n°3883 et n°3865 (territoire de Kalehe), alerte n°3980(territoire de Walungu). Source : <http://ehtools.org/alert-register>
- 4 IFRC Assessment cell. 2021. Rapport d'évaluation – éruption volcanique du Nyiragongo. Source : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2021_DRC_Niyragongo_Situation_Needs_Assessment_Report_FR.pdf
- 5 Mercy Corps. Mai 2021. Rapport mensuel de déplacement
- 6 IFRC Assessment cell. 2021. Rapport d'évaluation – éruption volcanique du Nyiragongo. Source : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2021_DRC_Niyragongo_Situation_Needs_Assessment_Report_FR.pdf
- 7 ONU Info. 31 mai 2021. Eruption volcanique en RDC : les mouvements de retour des déplacés vers Goma. Source : <https://news.un.org/fr/story/2021/05/1097162>
- 8 Ehtools, registre des alertes recensées entre avril et juin. Alertes causées par une catastrophe naturelle pour les territoires de Kalehe et territoires de Kabare. Source : <http://ehtools.org/alert-register>
- 9 Verweijen et al. Juin 2021. Pagaïlle sur les Plateaux – La trajectoire de l'escalade de la violence dans les montagnes du Sud-Kivu. Séries Insecure Livelihoods. Source : <https://www.gicnetwork.be/wp-content/uploads/2021/06/2021-GIC-Minembwe-FR.pdf>
- 10 Mercy Corps. Avril 2021. Rapport mensuel de déplacement
- 11 OCHA. 1er au 30 juin 2021. Note d'information humanitaire pour les provinces du Sud-Kivu et Maniema – République Démocratique du Congo. Source : https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/20210630_note-info_4_bukavu.pdf
- 12 Ehtools – alerte 3969
- 13 Ehtools – alerte 3962
- 14 Ehtools – alertes 3883 et 3865
- 15 Mercy Corps. Mai 2021. Rapport mensuel de déplacement
- 16 Mercy Corps. Avril 2021. Rapport mensuel de déplacement
- 17 REACH. 09 juin 2021. Aperçu rapide au 9 juin 2021 : accès aux infrastructures de base, zone urbaine de Goma. Source : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/REACH_DRC_Goma_Rapid_SO_infrastructure_20210609_vf-1.pdf
- 18 La question de la date d'arrivée des PDI était posée aux IC ayant signalé la présence de PDI dans leur localité au cours du dernier mois.
- 19 Ehtools, registre des alertes recensées entre avril et juin : alertes liées aux attaques et affrontements armés au Sud-Kivu pour la période concernée. Source : <http://ehtools.org/alert-register>
- 20 Mercy Corps. Avril 2021. Rapport mensuel de déplacement
- 21 Mercy Corps. Mai 2021. Rapport mensuel de déplacement
- 22 Mercy Corps. Avril 2021. Rapport mensuel de déplacement
- 23 OCHA. 1er au 30 avril 2021. Note d'information humanitaire pour les provinces du Sud-Kivu et Maniema 1er au 30 avril 2021 – République Démocratique du Congo. Source : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20210430_note-info_2_bukavu.pdf
- 24 Conseil de Sécurité des Nations Unies. 21 juin 2021. Rapport du Secrétaire Général de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo. Source : [S_2021_587_F.pdf](#)
- 25 FEWS NET. Juin 2021 à janvier 2022. Récoltes incertaines en saison B au nord-est et centre-est dans un contexte de crises multiformes. Source : https://fews.net/sites/default/files/documents/reports/DRC_FSO_2021_06_final.pdf
- 26 REACH. 07 et 14-15 juin 2021. Evaluation Rapide de Fonctionnalité des marchés – Goma, Province Nord Kivu, République Démocratique du Congo. Source : https://www.impact-repository.org/document/reach/ab427edc/REACH_DRC_Situation-Overview_Goma-Rapid-Market-Evaluation_23Juin2021.pdf
- 27 IPC. Mars 2021. Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë : février – décembre 2021. Source : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IPC_DRC_Acute_Food_Insecurity_2021FebDec_Report_French.pdf
- 28 IPC. Mars 2021. Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë : février – décembre 2021. Source : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IPC_DRC_Acute_Food_Insecurity_2021FebDec_Report_French.pdf
- 29 RFI. Novembre 2021. Le petit commerce transfrontalier reprend lentement entre le Rwanda et la RDC <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201113-petit-commerce-transfrontalier-lentement-rwanda-rdc>
- 30 iMMAP. Mai 2021. COVID-19 Analyse de situation – RDC. Source : [210616 RDC COVID-19 Situation Analysis Report - May 2021.pdf](#)
- 31 iMMAP. Mai 2021. COVID-19 Analyse de situation – RDC. Source : [210616 RDC COVID-19 Situation Analysis Report - May 2021.pdf](#)
- 32 iMMAP. Mai 2021. COVID-19 Analyse de situation – RDC. Source : [210616 RDC COVID-19 Situation Analysis Report - May 2021.pdf](#)
- 33 FEWS NET. Juin 2021 à janvier 2022. Récoltes incertaines en saison B au nord-est et centre-est dans un contexte de crises multiformes. Source : https://fews.net/sites/default/files/documents/reports/DRC_FSO_2021_06_final.pdf
- 34 iMMAP. Mai 2021. COVID-19 Analyse de situation – RDC. Source : [210616 RDC COVID-19 Situation Analysis Report - May 2021.pdf](#)
- 35 FEWS NET. Mai 2021. Democratic Republic of Congo Bulletin des Prix. Source : [PB_CD_202105 \(reliefweb.int\)](#)
- 36 FEWS Net. 26 février 2021. Amélioration de l'accès alimentaire des ménages en cette période de récolte de la saison A. février à septembre 2021. Source : <https://fews.net/fr/southern-africa/democratic-republic-congo/food-security-outlook/february-2021>
- 37 FEWS NET. Octobre 2020 à mai 2021. Saison agricole A marquée par une pluviométrie normale et une participation en baisse – République Démocratique du Congo. Source : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DRC_%20FSO_2020_10_final.pdf
- 38 Pour ces questions, les IC pouvaient donner plusieurs modalités de réponse.
- 39 Cluster Sécurité Alimentaire – République Démocratique du Congo. Mai 2021. Note de plaidoyer pour une réponse en sécurité alimentaire dans le territoire de Shabunda/ Province du Sud Kivu Mai 2021. Source : [Note de plaidoyer Cluster Sécurité alimentaire Centre Est Shabunda final.pdf](#)
- 40 IPC. Mars 2021. Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë : février – décembre 2021. Source : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IPC_DRC_Acute_Food_Insecurity_2021FebDec_Report_French.pdf



Notes de fin

- 41 FEWS NET. Juin 2021 à janvier 2022. Récoltes incertaines en saison B au nord-est et centre-est dans un contexte de crises multifformes.
Source : https://fews.net/sites/default/files/documents/reports/DRC_FSO_2021_06_final.pdf
- 42 FEWS Net. Juillet 2021. Democratic Republic of Congo: Bulletin des prix. Source: https://fews.net/sites/default/files/documents/reports/PB_CD_202107_FR.pdf
- 43 IPC. Juillet 2020 à juin 2021. Acute Food Insecurity Report. Source: <https://www.refugees.org/2021/07/2021-07-20-acute-food-insecurity-report/>
- 44 Conseil Norvégien pour les Réfugiés. 24 avril – 25 mai 2021. Rapport d'Évaluation des Besoins. Source : <https://www.refugees.org/2021/05/2021-05-25-norwegian-council-for-refugees-report-on-need-assessment/>
- 45 Conseil Norvégien pour les Réfugiés. 24 avril – 25 mai 2021. Rapport d'Étude du Marché et de Faisabilité. Source : <https://www.refugees.org/2021/05/2021-05-25-norwegian-council-for-refugees-report-on-market-and-feasibility-study/>
- 46 UNICEF . 29 mai 2021. Rapport de la Mission d'Évaluation des Besoins des Sinitrés et Déplacés dans la Zone de Santé de Kirotshe et ZS de Minova en Date du 29 Mai 2021.
Source : [9-rapport_mission_evaluation_deplaces_zs-kirotshe.pdf](https://www.unicef.org/uganda/media/104241/file/9-rapport_mission_evaluation_deplaces_zs-kirotshe.pdf)
- 47 FEWS NET. Juin 2021 à janvier 2022. Récoltes incertaines en saison B au nord-est et centre-est dans un contexte de crises multifformes.
Source : https://fews.net/sites/default/files/documents/reports/DRC_FSO_2021_06_final.pdf
- 48 Ehtools, registre des alertes recensées entre avril et juin : alerte n°3901 (territoire de Kalehe). Source : <http://ehtools.org/alert-register>
- 49 CONU-Habitat. 2019. Une analyse de l'économie politique du secteur foncier à l'est de la RDC. Source : https://unhabitat.org/sites/default/files/2019/10/analyse_de_leconomie_politique.pdf
- 50 Ministère de l'Agriculture, Pêche et Elevage – Province du Sud Kivu. Novembre 2020. Évaluation approfondie de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA) dans la province du Sud-Kivu. Rapport général. Source : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000122147/download/>
- 51 Semences, outils aratoires, bétail, filets de pêche, etc
- 52 iMMAP. Avril 2021. COVID-19 Analyse de situation – RDC. Source: [290517 RDC COVID-19 Situation Analysis Report - April 2021.pdf \(reliefweb.int\)](https://www.refugees.org/2021/04/2021-04-20-impact-of-covid-19-on-food-security-in-the-drc/)
- 53 IPC. Mars 2021. Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë : février – décembre 2021. Source : IPC. (mars 2021). Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë : février – décembre 2021.
Source : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IPC_DRC_Acute_Food_Insecurity_Report_French.pdf
- 54 L'eau de surface comprend les rivières, barrages, lacs, mares, ruisseaux, canaux, et systèmes d'irrigation. ; Une source non-améliorée est une source d'eau qui n'est pas protégée de l'extérieur, p.ex. puits creusé non-couvert/traditionnel, source naturelle non-aménagée, etc. ; Une source améliorée est une source d'eau qui est protégée de l'extérieur, p.ex. eau courante/robinet, puits creusé couvert, puits à pompe/forage, camion-citerne/charrette avec citerne, kiosque/échoppe/boutique à eau, eau en bouteille, eau en sachet, etc. et l'eau de pluie. Source : <https://washdata.org/monitoring/drinking-water>
- 55 OCHA. Décembre 2020. Aperçu des besoins humanitaires – République Démocratique du Congo – Cycle de programme humanitaire 2021. Source : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/hno_2021-final_0.pdf
- 56 Conseil Norvégien pour les Réfugiés. 24 avril – 25 mai 2021. Rapport d'Évaluation des Besoins. Source : [20210530_NRC-Rapport d'évaluation des besoins_Minembwe & Mikenge .pdf](https://www.refugees.org/2021/05/2021-05-25-norwegian-council-for-refugees-report-on-need-assessment/)
- 57 Desk Eco. 05 juin 2021. RDC : les inondations à Kalemie et Uvira dues entre autres à la force tectonique de l'éruption de Nyiragongo paralysent les activités économiques.
Source : <https://deskeco.com/2021/06/05/rdc-les-inondations-kalemie-et-uvira-dues-entre-autres-la-force-tectonique-de-leruption-de-nyiragongo/>
- 58 Raisons liées à la non-scolarisation des enfants au primaire : manque de moyens pour payer le matériel scolaire (garçons 63% ; filles 60%) ; écoles payantes et manques de moyens (garçons 18% ; filles 14%)
- 59 « Les enseignants dits mécanisés sont répertoriés dans les fichiers du service de contrôle et de la paie des enseignants (SECOPE) et donc payés par le Gouvernement de la RDC » Source : Poncelet, Marc, Géraldine André, et Tom de Herdt. « La survie de l'école primaire congolaise (RDC) : héritage colonial, hybridité et résilience [*] », Autrepard, vol. 54, no. 2, 2010, pp. 23-41. Source : <https://www.cairn.info/revue-autrepard-2010-2-page-23.htm>
- 60 ACAPS. Octobre 2020. Les défis de l'éducation & de la protection de l'enfance à l'Est de la RDC. Impact de la COVID-19, conflit et réforme politique.
Source : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20201019_acaps_thematic_series_on_education_drc_fr.pdf
- 61 iMMAP. Mai 2021. COVID-19 Analyse de situation – RDC. Source: [210616 RDC COVID-19 Situation Analysis Report - May 2021.pdf](https://www.refugees.org/2021/05/2021-05-20-impact-of-covid-19-on-food-security-in-the-drc/)
- 62 Ehtools. Alerte 3888, 3969, 3972 et 3980. Source : <http://ehtools.org/alert-register>
- 63 Intersos. 4 au 11 juin 2021. Province du Sud Kivu (Hauts Plateaux d'Uvira, Itombwe et Minembwe) – Rapport hebdomadaire de Monitoring de Protection.
- 64 OCHA. 1er juillet 2021. République Démocratique du Congo – Note d'information humanitaire pour les provinces du Sud-Kivu et Maniema : 1er au 31 mai 2021.
Source : https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/20210701_note-info_3_bukavu.pdf
- 65 ZS de Hauts-Plateaux (100%, 7/7) ; d'Itombwe (100%, 6/6) et Lamera (80%, 4/5)
- 66 Ehtools. Alerte 3888, 3969, 3972 et 3980. Source : <http://ehtools.org/alert-register>
- 67 Ehtools, voir alerte 3971, source : <http://ehtools.org/alert-register>
- 68 <https://kivusecurity.org/map>
- 69 En dehors des cambriolages
- 70 Seulement 12% (126/1049) des IC enquêtés au mois de juin étaient des femmes. Ceci pourrait potentiellement biaiser les informations et sous-représenter les sources d'inquiétude des femmes et des filles car c'est une question posée à tous les IC.
- 71 MONUSCO. 30 avril 2021. Note du BCNUDH sur les principales tendances des violations des droits de l'homme en mars 2021.
Source : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/bcnuhd_-_communiqu%C3%A9_de_presse_-_note_mensuelle_mars_2021.pdf
- 72 Medecins Sans Frontieres. Juillet 2021. L'urgence d'une réponse globale aux besoins des survivants de violences sexuelles en République Démocratique du Congo.
Source : [2021_07_13_MSF_RDC_RAPPORT_VIOLENCES_SEXUELLES \(FR\).pdf](https://www.msf.org/2021-07-13-msf-rdc-rapport-violences-sexuelles-fr)
- 73 Verweijen et al. Juin 2021. Pagaïlle sur les Plateaux – La trajectoire de l'escalade de la violence dans les montagnes du Sud-Kivu. Séries Insecure Livelihoods.
Source : <https://www.gicnetwork.be/wp-content/uploads/2021/06/2021-GIC-Minembwe-FR.pdf>
- 74 Un comité communautaire est un groupement de citoyens pour la défense d'intérêts communs (i.e. organisation de citoyens, gestion des ressources, associations de femmes, etc.). Les personnes sont souvent nommées ou élues et doivent rendre compte à la communauté. Il y a un pouvoir de décision au niveau local.